



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Nexstone

RN 112

lieu-dit Bégot

34220 Saint-Pons-De-Thomières

Références : UD34/H3/MT/2025-050

Code AIOT : 0006601246

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement Nexstone implanté RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été menée dans le cadre de la réunion d'une commission locale de concertation et de suivi (CLCS) organisée par la société Nexstone, et dont l'ordre du jour concernait la problématique récurrente de pollution des cours d'eau Bégot, Condades et Jaur par les activités de la carrière (entraînement de particules fines dans les eaux superficielles), constatées depuis plusieurs mois. L'objet de la réunion était d'échanger sur les solutions déjà mises en œuvre et à poursuivre par l'exploitant, pour prévenir efficacement les rejets de matières en suspension dans les cours d'eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Nexstone
- RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières
- Code AIOT : 0006601246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nexstone exploite sur la carrière de Saint-Pons-de-Thomières deux gisements, l'un de matériaux calcaires, l'autre de quartzite.

L'exploitation de cette carrière est autorisée jusqu'en 2043 avec une production annuelle de 1,2 millions de tonnes.

Le site accueille également des installations de traitement pour ces matériaux, ainsi qu'une centrale à béton relevant du régime de la déclaration.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 25 mars 2025	AP de Mise en Demeure du 25/03/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	45 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater sur le terrain que les plans d'actions remis par l'exploitant, et répondant à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mars 2025, sont respectés au jour de la visite.

Ces actions doivent être poursuivies, notamment par des études/réflexions complémentaires au regard des préconisations formulées par l'EPTB de l'Orb et du Libron, pour assurer de façon efficace la bonne gestion des eaux de ruissellement et la prévention des pollutions des cours d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 25 mars 2025

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/03/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des cours d'eau
Prescription contrôlée :

Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/03/25:

En vue de répondre à l'objectif de l'article 1^{er}, la société CMSE met en œuvre le plan d'actions relatif à la **zone basse de la carrière** et des installations de traitement et de transit de matériaux, transmis à l'inspection en date du 12 mars 2025, dans le respect des échéances mentionnées.

L'exploitant réalise la surveillance et l'entretien des aménagements réalisés de façon à assurer le maintien de leur efficacité.

Concernant la **zone haute de la carrière** (extension « quartzites »), il transmet à l'inspection des installations classées sous 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, un diagnostic des causes de la pollution du ruisseau Le Bégot, ainsi que les dispositions qu'il envisage de mettre en œuvre, accompagnées d'un calendrier de réalisation ne dépassant pas 3 mois supplémentaires, pour assurer de façon pérenne la bonne gestion des eaux pluviales.

Les dispositions du protocole de suivi de la qualité de la source du Bégot, mentionné à l'article 7.3.8 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013 susvisé, sont mises en œuvre en ce qui concerne les paramètres pH, MEST et DCO, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, lors d'un épisode de pluie. Ces prélèvements et analyses sont renouvelés autant que nécessaire afin de suivre l'efficacité des actions correctives mises en œuvre.

Les résultats et leur interprétation sont transmis à l'inspection des installations classées dans les 7 jours consécutifs à leur réception par l'exploitant.

Constats :

Concernant la zone basse de la carrière, les mesures du plan d'actions n°1 de l'exploitant, mises en œuvre à ce jour, ont été vérifiées sur le terrain.

Il a en particulier été noté (constat A1 du plan d'actions) que 1/3 environ du stock de matériaux 0/2 quartzite a été évacué, selon le calendrier annoncé. L'attention de l'exploitant a toutefois été attirée sur la nécessité de faire évacuer à terme l'ensemble de ce dépôt de matériaux fins eu égard à l'entraînement chronique de particules qu'il génère vers le ruisseau de Condades. Il est rappelé que le plan d'action de l'exploitant mentionne une évacuation totale d'ici septembre 2025, délai qu'il conviendra de respecter ; ce dépôt est en effet identifié comme un point principal d'entraînement de particules fines dans le cours d'eau.

En ce qui concerne le fossé à l'arrière de la centrale à béton (constat A3 du plan d'actions), qui constitue un autre point important d'action identifié, la réalisation d'un premier bassin de décantation est effective. Cet aménagement devra être complété par des bassins successifs pour permettre une décantation efficace avant rejet (délai prévu dans le plan d'actions: mai 2025).

Concernant la zone haute de la carrière, les mesures du plan d'actions n°2 mises en œuvre à ce jour ont été vérifiées sur le terrain.

Il a été en particulier constaté que les dispositifs de prélèvement dans les cours d'eau sont disponibles et prêts à être mis en œuvre, et qu'une caméra pilotable pour la surveillance de l'état du Bégot est en attente d'installation. Les travaux de création de bassins de décantation au niveau des carreaux "extension quartzites" et "extension calcaires" sont en préparation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'EPTB de l'Orb et du Libron, en lien avec l'OFB, a formulé des préconisations complémentaires dans un rapport de synthèse qui a été présenté lors de la réunion de la Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS) du 9 avril 2025.

Il est demandé à la société Nexstone, au regard de ces préconisations et en supplément de la poursuite des plans d'actions, de définir et mettre en œuvre les solutions supplémentaires permettant d'assurer la prévention efficace de l'entraînement de matériaux fins dans les cours d'eau.

Dans ce cadre, l'inspection demande à l'exploitant, en réponse au présent rapport, de lui communiquer avant le 1^{er} juin un nouveau bilan de la mise en œuvre des plans d'actions, complété par les propositions complémentaires et délais associés, notamment au regard des préconisations du rapport de L'EPTB de l'Orb et du Libron.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 45 jours